

**Dakar, proie des eaux. Sociologie de la ville catastrophée**

Leclercq Romain – Université Paris 8 – Lavue - UMR 7218

Résumé de la thèse

Thèse soutenue le 11 décembre 2020

**Mots clés** : inondations ; anthropocène ; ethnographie comparative ; ville catastrophée

**Jury :**

Soraya BOUDIA, Professeure de Sociologie, CERMES3, UMR 8211 (Présidente du jury)

Armelle CHOPLIN, Professeure de Géographie, Université de Genève, Global Studies Institute  
(Co-directrice de la thèse)

Agnès DEBOULET, Professeure de Sociologie, Université Paris 8, LAVUE, UMR 7218, CEDEJ (Co-  
directrice de la thèse)

Philippe HAMMAN, Professeur de Sociologie, Université de Strasbourg, SAGE, UMR 7363  
(Rapporteur)

Philippe LAVIGNE DELVILLE, Directeur de Recherche en Socio- Anthropologie, IRD, UMR GRED

Sandrine REVET, Directrice de Recherche en Anthropologie, CERI, Sciences Po (Rapporteuse)

AbdouMaliq SIMONE, Professeur de Sociologie, University of Sheffield, Max Planck Institute

Alors que l'étude des milieux et agencements « plus qu'humains » (Tsing, 2017) ont fait l'objet ces dix dernières années d'une attention soutenue par les sciences sociales, la ville peine encore à être comprise comme un « milieu » à part entière, affecté lui aussi par des transformations écologiques majeures. A Dakar, comme dans de nombreuses villes d'Afrique de l'Ouest, les quartiers populaires subissent ainsi depuis une vingtaine d'année des inondations de plus en plus fréquentes, conséquences à la fois d'un mode d'urbanisation spécifique, des formes de gouvernance urbaine qui s'y sont succédées durant le siècle dernier, et de l'action d'entités dites « naturelles » comme l'eau ou les nappes phréatiques. La catastrophe écologique y est une réalité « déjà là », caractérisant à la fois les modes d'habiter dans cette ville, les collectifs et agencements qui en émergent, et les formes de « l'adaptation » des milieux urbains. A travers une ethnographie multi-située des inondations dans la banlieue de Dakar, cette thèse vise à rendre compte des modes de production intriqués de l'action publique et des milieux urbains dans ce qui constitue un « paysage » caractéristique de l'anthropocène (Tsing et al., 2019).

La partie dakaroise de cette étude s'appuie sur le suivi ethnographique de trois agencements d'acteurs engagés, d'une manière ou d'une autre, dans la lutte contre les inondations. Il s'agit d'une ONG sénégalaise, avec laquelle j'ai été en stage durant mes six premiers mois de terrains, des porteurs d'un programme étatique d'infrastructures de drainage, que j'ai accompagné sur leurs différents lieux de travail, et des membres de la municipalité de Djiddah Thiaroye Kao, en périphérie de Dakar, que j'ai investi durant plus d'un an, et où j'ai habité pendant environ deux mois. Les matériaux récoltés consistent en des centaines de pages d'observation, 59 entretiens semi-directifs, le dépouillement d'environ 600 articles de presse portant sur les inondations depuis 1987. Les périodes de terrain principales ont été réalisées au cours de deux périodes de six et sept mois, entre 2015 et 2016, auxquelles se sont ajoutées des stages de terrains plus courts jusqu'en 2019. Ce terrain dakarois a par ailleurs été complété d'un terrain à Accra (Ghana), ville rencontrant aussi des problèmes d'inondations, et investie par un réseau international affilié à l'ONG sénégalaise observée à Dakar. Les matériaux, récoltés au cours d'un séjour de six mois dans la capitale ghanéenne en 2017, rassemblent là encore de nombreuses observations, et 21 entretiens, réalisés avec les membres de ce réseau ainsi qu'avec des responsables institutionnels de la lutte contre les catastrophes à Accra.

En mettant en parallèle les principaux résultats dakarois avec ce terrain secondaire dans la banlieue d'Accra, cette thèse vise ainsi à faire émerger un objet de comparaison relativement nouveau pour les sciences sociales, celui de la « ville catastrophée ». Ce dernier doit permettre *in fine* de comprendre les transformations des milieux urbains dans l'anthropocène, au Sud comme au Nord, et donne des premières pistes quant aux agencements humains et plus qu'humains, tout à la fois situés et « globaux », qui président à ces transformations.

## **Partie 1. Affectations. Vivre dans un monde urbain catastrophé**

Se basant sur le concept « d'affection », cette première partie vise à rendre compte de l'effet des interactions entre la matière des catastrophes (Charbonnier, 2017), en l'occurrence les eaux, et l'environnement urbain, sur la production et le maintien d'une ville durablement soumise à la catastrophe. Le premier chapitre traite ainsi des histoires enchevêtrées des pluies, des nappes phréatiques, des dunes et des formes d'occupation humaines de la presqu'île du Cap-Vert, menant à la production de la capitale sénégalaise et de sa banlieue comme simultanément exposées et

exposantes aux inondations. Dans un deuxième chapitre, je m'attache à décrire les effets des interactions continues entre l'eau, le bâti, les habitants et les collectifs dans la banlieue de Dakar, sur les formes de l'habiter qui s'y déploient. J'y analyse la production d'une expérience particulière de la ville, celle de la hantise, caractéristique de la vie dans ces milieux urbains de l'anthropocène. Enfin, poursuivant un mouvement qui va du plus « matériel » au plus « social », le troisième chapitre est consacré à l'histoire de la mise en sens et en politiques publiques des inondations à Dakar. J'y reviens sur les « narratifs » de l'action publique, à la fois supports et produits des dispositifs de gestion des inondations. Au final, cette première partie est consacrée à la formation, au vécu et à la mise en sens et en objet des inondations qui caractérisent, depuis bientôt trente ans, la banlieue de Dakar.

### **I. Paysages de l'inondation : la production de la ville vulnérable**

Le premier chapitre se consacre ainsi à l'explication de la production historique de la banlieue de Dakar comme un milieu à la fois vulnérable et producteur des inondations qui le frappent depuis plusieurs décennies. « L'entrée » dans la période caractérisée par des inondations récurrentes trouve son origine dans les années 1970, quand les conditions climatiques, et de production de la ville, connaissent des changements brutaux et séquents. A partir de cette date en effet, le Sahel entre dans une période de sécheresse, qui durera une vingtaine d'année, accompagnera le mouvement d'exode rural du pays, et asséchera certaines des zones humides de la péninsule dakaroise, rendues dès lors constructibles. Dans le même temps, les politiques de refoulement du centre-ville des populations les plus pauvres, les changements dans la législation foncière, et l'entrée à partir des années 1980 du Sénégal dans le giron des institutions internationales et des politiques d'ajustement structurel, contribueront à l'urbanisation très rapide de la zone, et à un apport d'eau conséquent dans la banlieue à partir du milieu des années 1990. La fin de la période de sécheresse entrainera le « retour » des eaux, dans des milieux désormais urbanisés, et l'impossibilité de les en évacuer, en raison des transformations profondes qu'ont connues les formes d'aménagement et de gestion de l'espace urbain dans ce court laps de temps. La banlieue de Dakar apparaît ainsi comme un paysage durablement catastrophé, car produit et entretenu par des processus d'urbanisation intégrant les entités que sont les humains de la péninsule et leurs modes d'occupation de l'espace, mais aussi le climat, les nappes phréatiques, les pluies et les dunes, dans des boucles d'interactions constitutives des inondations. Ce faisant, la catastrophe n'apparaît plus tant comme un « choc » ou le résultat d'une exposition, que comme la transformation continue d'entités les unes par les autres, donnant naissance à des milieux urbains plus ou moins stables et auxquels les habitants, humains et non humains, s'adaptent plus ou moins facilement.

### **II. Des événements qui hantent les quartiers populaires. L'expérience des inondations à Djiddah Thiaroye Kao**

Le deuxième chapitre s'attache à restituer l'expérience des inondations dans une commune de la banlieue de Dakar, Djiddah Thiaroye Kao. S'il est aisé d'identifier des événements majeurs dans les inondations qui ont frappé la ville, les épisodes de 2005, de 2009 et de 2012 revenant fréquemment dans les conversations, ce n'est pourtant pas la rupture d'intelligibilité, « l'événement » (Bensa, Fassin, 2002), qui apparaît au fondement de la perception de ce phénomène par les habitants qui y font face. Au contraire, ce qui frappe dans les récits, c'est bien plutôt la dilution, spatiale et temporelle, de l'événement « inondation » dans une situation générale que « les » inondations viennent en partie incarner, celle des quartiers populaires. Cette situation se caractérise par deux aspects distincts de la menace. Le premier concerne l'exposition des ménages au cours d'épisodes précis et datés à des

éléments agissant, l'eau, qui s'infiltré dans les maisons, envahit les quartiers, est furieuse et destructrice ou stagnante et chargée d'odeurs nauséabondes et de maladies, et menace donc directement les biens et les personnes. Cette interaction directe ou sa possibilité force les ménages à s'adapter à la présence potentielle de l'eau ou, lorsqu'ils y sont contraints, à quitter leur maison et leur quartier. Du fait du caractère pérenne de l'installation de cet élément dans le paysage de la banlieue et de la configuration des quartiers, construits sur des dunes et des cuvettes, au-dessus d'une nappe phréatique affleurante et sans réseau d'évacuation des eaux, les efforts de protection des uns affectent l'exposition des autres, participant au climat de tension qui règne à l'approche des pluies. Ce dernier élément ressort du deuxième aspect de la menace qui tient à ce que j'ai appelé, après Joan Stavo-Debaugé (2009), une « hantise ». A Dakar, cette hantise résulte d'une histoire du logement et des quartiers précaires, caractérisée par les évictions fréquentes menées par l'Etat dans ces quartiers jusqu'à la fin des années 1980. Pour ces habitants, leurs terres et leurs maisons sont ainsi intrinsèquement menacées à la fois par l'avancée des eaux, mais aussi par les politiques visant le « traitement » des inondations et entraînant des évictions, la démolition de nombreuses maisons et le départ des familles qui les occupent.

### **III. Suivre les inondations à la trace. Diagnostics et narratifs de l'environnement et de la catastrophe dans l'action publique de gestion des inondations**

Au Sénégal la constitution des inondations comme objet d'action publique s'inscrit dans une histoire de la gestion urbaine. Ces dernières deviennent en effet « traitables » par différents acteurs, issus des institutions publiques, des ONG et institutions internationales ou du milieu associatif, à mesure qu'elles sont problématisées comme des phénomènes redevables d'une action de secours, ou nécessitant une adaptation plus « structurelle » du territoire (Revêt, 2018). Les narratifs des inondations et de la ville qui émergent au cours de cette histoire font l'objet du troisième chapitre, et se présentent comme des outils de coordination indispensables aux différents acteurs de la gestion des inondations. Je caractérise le premier ensemble historique cohérent de discours et de pratiques porté par l'Etat et différentes organisations publiques et privées comme un narratif de l'urgence et du secours. Il s'agit ici de mettre en place des dispositifs, de coordonner des acteurs, en vue de « répondre » à une catastrophe pensée comme un fléau conjoncturel. Le deuxième dans l'ordre chronologique, qui implique d'abord l'Etat seul, puis l'Etat et des institutions internationales comme la Banque Mondiale, est celui de l'adaptation « structurelle » de la banlieue aux inondations. Fondé sur un diagnostic « topographique » des inondations, il vise à réorganiser la circulation des eaux dans le « bassin versant » que constitue la péninsule dakaroise, en vue d'évacuer l'eau de l'intérieur des quartiers vers la mer. Le dispositif qui en résulte entraîne cependant l'éviction d'un certain nombre d'habitants sur le passage de l'infrastructure, évictions justifiées par leur installation « illégale » dans des zones inondables. Le troisième narratif identifié est porté quant à lui par des collectifs d'habitants et une ONG, et prend le contrepied du précédent. Réagissant les éléments de diagnostic du premier, il montre comment l'Etat et la Banque Mondiale sont responsables de ces inondations, et propose une solution par le pompage de la nappe phréatique, permettant aux habitants affectés de se maintenir dans leur ville, voire leur maison d'origine. L'ensemble de ces narratifs fournissent des points d'appui normatifs nécessaires à la coordination d'un ensemble disparates d'acteurs, situés à différentes échelles, et aspirant à participer à la gestion des inondations. Ils participent de ce fait « d'agencements » d'action publique, orientés par le traitement de la ville catastrophée et contribuant ce faisant à la produire.

•

Le milieu que constitue la banlieue de Dakar apparaît dans cette première partie comme durablement bouleversé par une catastrophe qui s’y est installée, mais aussi comme portant en puissance, dans le processus d’urbanisation qui l’entretient, les conditions de son bouleversement. Entités matérielles, pratiques d’aménagements et d’habiter et politiques urbaines participent toutes à la fois de l’affection de la ville par les inondations, et des tentatives d’adaptation de sa forme aussi bien que des pratiques d’habiter à la nouvelle donne environnementale. C’est à la description des articulations entre des modes d’action ancrés dans les quartiers de la banlieue de Dakar, et des dispositifs et agencements d’acteurs se situant à différentes échelles mais orientés vers l’adaptation du territoire, qu’est consacrée la deuxième partie de cette thèse.

## **Partie 2. Agencements. Agir dans des mondes précaires**

Après avoir cherché à expliquer l’apparition et la persistance des inondations au cœur des quartiers populaires de la banlieue dakaroise, ainsi que la manière dont elles ont été progressivement constituées en problème par un ensemble d’acteurs, de groupes et d’institutions, la deuxième partie de cette thèse s’attarde sur les formes de gestion plus ou moins quotidiennes dont elles font l’objet. Elle nous fait donc circuler depuis les rues de Djiddah Thiaroye Kao aux bureaux des institutions désormais chargées de « mettre hors d’eau » la banlieue de Dakar, au sein des cours où s’organisent les actions « politiques » ou de « développement », ou le long des infrastructures de drainage en cours de construction, en suivant enfin les ramifications d’un réseau d’ONG et d’habitants des quartiers précaires, connectant la banlieue de Dakar aux quartiers populaires d’Accra. Ces efforts de gestion des inondations sont analysés à partir de la notion « d’agencement ». Cette dernière désigne des « objets composés » (Tsing, 2017 ; Dodier, Stavrianakis, 2018), soit des formes relativement stables mais ouvertes rassemblant des éléments hétérogènes, matériels, sociaux, sémiotiques, humains et non-humains, orientés vers la résolution d’un problème (Callon, 2017). Ce faisant, elle permet de saisir la « texture » des formes de coordination mises en œuvre par les différents acteurs de la gestion des inondations dans un contexte d’action publique multi-acteurs et multi-échelles. En ce sens, cette deuxième partie explore trois types d’agencements permettant la production d’une action publique de gestion des inondations dans les quartiers populaires de la banlieue de Dakar. Le premier est multiple. Il consiste dans les agencements « labiles structurés » qui président à la gestion quotidienne des inondations à Djiddah Thiaroye Kao, pensés à partir du quartier conçu comme espace de réception des différents dispositifs de gestion des inondations mais aussi comme espace d’engagement pour tout un ensemble d’acteurs dans, à côté, et via ces dispositifs. Le deuxième est l’agencement infrastructurel proposé par le gouvernement sénégalais et la Banque Mondiale, visant à produire le territoire et les communautés qui l’habitent comme « hors d’eau », ou tout au moins « adaptés » aux inondations. Le dernier constitue un agencement supplétif et subversif de l’action publique dans les quartiers populaires visant à placer des fédérations d’habitants et des ONG au centre des politiques urbaines ciblant leur quartier selon une logique de « plateforme internationale d’action publique ». Nous verrons *in fine* que, des interactions entre ces agencements, naissent des effets parfois imprévus mais qui, pris ensemble, permettent d’explicitier certaines des caractéristiques des politiques de gestion de la catastrophe dans des environnements urbains déjà catastrophés.

#### **IV. Performer la gestion des inondations depuis Djiddah Thiaroye Kao**

Le chapitre 4 est consacré à la description des formes de coordinations, d'oppositions et d'ajustement qu'opèrent les acteurs de la gestion locale des inondations dans la commune de Djiddah Thiaroye Kao - membres de la municipalité, associations d'habitants et ONG - entre eux et avec les eaux. Cette dernière repose sur des agencements pluriels, en constante configuration, mais néanmoins dépendants de leur ancrage dans un milieu, dans un dispositif, dans une histoire, dans une configuration d'acteurs ou dans un motif spécifique permettant de la justifier. Si certains quartiers font l'objet d'une attention soutenue de la part de ces participants de l'action publique, lesquels y canalisent des moyens, des outils et des forces en vue de les débarrasser des eaux, d'autres paraissent largement abandonnés à leur sort, faute d'être intégrés dans l'un de ces agencement. Les agencements d'action publique de gestion des inondations à Djiddah Thiaroye Kao sont donc « labiles » en cela qu'ils s'établissent sur un mode connexionniste et dépendent ainsi de la mobilisation de certains acteurs ou groupes, de leur engagement dans une cause ou une autre et vis-à-vis d'acteurs divers. Ces engagements en viennent pour autant à « structurer » des groupes d'acteurs, d'institutions, reliés entre eux et aux territoires par des perceptions communes du problèmes des inondations, le maniement d'outils et de modes d'actions spécifiques, et leur obligation de justifier publiquement et régulièrement leur engagement au regard d'une cause commune, la lutte contre les inondations. Reproblématisant les approches en termes de « normes pratiques » qui cadrent les études françaises sur la délivrance de l'action publique en Afrique de l'Ouest, le cas des inondations permet ainsi de porter l'attention sur la manière dont cette action publique et les normes qui la régissent sont « performées » par des groupes ou des acteurs et, ce faisant, réinventées en permanence.

#### **V. Infrastructures. Une politique de « l'état de fait »**

Dans le chapitre 5, je montre comment un agencement « infrastructurel » produit entre autres par l'Etat et la Banque mondiale, participe de l'adaptation de la ville aux inondations. La production d'une infrastructure de drainage sur l'ensemble de la banlieue constitue mon principal objet d'enquête. De par la solidité des matériaux et des relations qui la composent, et « l'évidence » de son efficacité quant à la mise en circulation des eaux, je montre en quoi elle oriente l'ensemble des acteurs engagés dans l'action publique en même temps qu'elle recompose l'habiter dans les quartiers de la banlieue. Deux figures caractérisent le passage de l'infrastructure de drainage du modèle théorique à l'ouvrage concret sur le territoire de la banlieue de Dakar. La première est d'ordre politique et financier. Elle consiste dans le *contournement* des instances politiques de représentation et de gestion de l'argent public (attribuée ici en grande partie sous forme de prêts de la Banque Mondiale). En utilisant des agences *ad hoc* pour conduire les programmes de mise hors d'eau, leurs promoteurs évitent ainsi à la fois les voix discordantes et la « politique » qui caractérise les instances publiques sénégalaises de la gestion des eaux dans la capitale (Melly, 2017). Le passage de l'infrastructure comme son entretien s'appuie sur une deuxième figure, complémentaire de la première, celle de la *négociation orientée*. Le mode de fonctionnement de l'infrastructure impose en effet un tracé, modifiable sous certaines conditions mais difficilement transformable. C'est ici qu'interviennent les relations entre experts, chefs de projet, représentants des « populations », facilitateurs sociaux, et « Populations Affectées par le Projet ». D'un bout à l'autre de la production du réseau de drainage en effet, l'intégration des acteurs est encadrée par une succession de dispositifs visant à limiter les possibilités de négociation dans ces relations. Ces négociations ne laissent en effet que peu de choix aux habitants : s'organiser autour de l'infrastructure pour en bénéficier d'une quelconque manière, ou quitter les négociations et se voir imposer une solution, parfois par la force. Ce chapitre explore enfin les reconfigurations locales

qu'imposent l'infrastructure, et notamment les déplacements et l'organisation des habitants ainsi produits en « communautés résilientes » autour de l'infrastructure.

#### **VI. Par et pour les *communities* ? Vers des plateformes internationales de l'action publique**

Dans le dernier chapitre, je décris un troisième type d'agencement, la « plateforme d'action publique », visant à tirer parti du caractère interpersonnel des agencements locaux de l'action publique, tout en réduisant leur labilité et leur dépendance au contexte dans lesquels ils se forment pour mieux les connecter à une offre de services plus ou moins internationale. La particularité de cet agencement est de produire les communautés elles-mêmes comme des infrastructures (Simone, 2004), permettant des flux d'acteurs et d'argent visant à répondre aux « besoins » des quartiers précaires. J'aborde cet agencement en tirant partie des transformations qu'a connu l'ONG dans laquelle j'ai été stagiaire puis « collaborateur » pendant plusieurs mois, en s'affiliant à un réseau international, *Slum Dwellers International* (SDI), durant ma période d'enquête. L'exploration de cet agencement nous fait voyager depuis Dakar vers Accra, où des fédérations d'habitants de quartiers précaires s'organisent depuis bientôt vingt ans au sein de ce réseau et de leurs *communities*, et y ont ainsi acquis une position dominante ainsi qu'une grande expérience des méthodes et formes de structuration promues par ce réseau. Je décris d'abord la manière dont les répertoires d'action et de mobilisation du réseau SDI sont produits comme des « modèles voyageurs » (Behrends *et al.*, 2014), et sont réceptionnés et appropriés par des communautés d'habitants et d'ONG à Dakar. Ce faisant, je montre comment ce réseau met en relation des pourvoyeurs d'action publique, à l'échelle internationale, avec des bénéficiaires de cette dernière, au sein des quartiers précaires. L'implantation forte de ce réseau dans les quartiers étudiés transforme ainsi les modes de perception et d'action sur les inondations, individualisant les « victimes » et façonnant des communautés à même d'y apporter une certaine réponse en mobilisant leurs propres moyens (y compris financiers) dans leurs quartiers. Le « problème » des inondations en est ainsi redéfini, passant du statut de problème pour les dakarois en général, à celui de problème pour les habitants des quartiers précaires.

•

Au final, cette deuxième partie donne à voir différents modes de coordination entre acteurs, différentes formes de production et d'entretiens de l'espace urbain, corrélées à différentes formes de gestion des inondations. Loin d'être indépendants, ces agencements d'action publique de gestion des inondations interagissent entre eux. Pour autant, il est impossible d'y voir l'expression d'une seule et même rationalité. Au contraire, c'est de ces interactions qu'émergent des appréhensions, des outils, des modes de gestion de la catastrophe plus ou moins partagés. Cependant, ces interactions n'opèrent pas au hasard. L'entrée par les agencements permet à l'inverse d'appréhender la manière dont certains agencements sont plus « structurés » que d'autres, produits comme modèles plus ou moins exportables, visent une action à une échelle plus ou moins large, engagent les participants de manière plus ou moins contraignante... De l'ensemble de ces interactions émergent des formes de production et de gestion de la « ville catastrophée », intrinsèquement locaux, mais dont certains des aspects peuvent servir de base à des comparaisons plus larges, pouvant à ce titre contribuer à l'analyse des formes d'action et des milieux « anthropocéniques » (Bonneuil, Fressoz, 2013).

## Conclusion

Cette thèse aboutie à la notion de ville catastrophée, désignant on l'aura compris, à la fois un paysage urbain (Berglund, 2019), et les agencements qui le produisent, le maintiennent ou le rétractent. Elle fournit aussi un support pour la comparaison. Elle propose ainsi de partir des environnements et de leurs bouleversements plus ou moins durables pour comprendre le « régime environnemental » dans lequel nous nous trouvons immergé. Dépassant de loin la question des catastrophes naturelles, je montre dans ma conclusion en quoi cette approche peut servir à l'analyse des quartiers ghettoïsés, des villes durablement contaminées, ou de celles se préparant à une catastrophe à venir ou au contraire tentant de s'en relever. Le champ de comparaison ouvert est ainsi très large, et questionne les divisions classiques entre l'humain et la matière, les pays du nord et les pays du Sud, l'urbain et le rural. Cet objet ne dissout pas les différences, mais entend les remettre à l'ouvrage en combinant un regard sur différents sites *a priori* distinct à un autre *depuis* les agencements qui les relient et les séparent. Questionnant donc à la fois les rapports entre sciences de l'environnement et sciences sociales, entre théories de l'action et de l'urbain, et tentant d'articuler des modèles théoriques *a priori* incompatibles dans les sciences sociales, cette thèse ouvre ainsi, pour moi et peut-être pour d'autres, des perspectives de recherche sur les milieux de l'anthropocène.

## Bibliographie

- Bensa A., Fassin E., 2002. « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, p. 5-20
- Behrends A., Park S.J. Et Rottenburg R., 2014, « Travelling Models. Introducing an Analytical Concept to Globalisation Studies », in Behrends A., Park S.J. Et Rottenburg R. (eds), *Travelling Models in African Conflict Management: Translating Technologies of Social Ordering*, Leiden, Brill, p. 1-40.
- Berglund E., 2019. "Troubled landscapes of change: Limits and natures in grassroots urbanism", in. Berglund E., Lounela A., Kallinen T., *Dwelling in Political Landscapes. Contemporary Anthropological Perspectives*, Helsinki, SKS, p. 196-212
- Bonneuil C., Fressoz J-B., 2013. *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Paris, Seuil
- Charbonnier P. 2017. « Généalogie de l'anthropocène. La fin du risque et des limites », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 2, 72e année, p. 301-328
- Dodier N., Stavrianakis A., (dir.), 2018. *Les objets composés. Agencements, dispositifs, assemblages*, Paris, EHESS.
- Melly C., 2017. *Bottleneck: Moving, building and belonging in an African city*, Chicago, University of Chicago Press
- Pitcher A., 2017. "Entrepreneurial Governance and the Expansion of Public Investment Funds in Africa" in. Harbeson J. Rothchild D. (dir.), *Africa in World Politics: Constructing Political and Economic Order*, Boulder, Westview Press, p. 80-102



Revet S., 2018. *Les Coulisses du monde des catastrophes « naturelles »*. Paris, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme

Stavo-Debaugé J., 2009. *Venir à la communauté. Une sociologie de l'hospitalité et de l'appartenance*, Thèse pour le doctorat de sociologie, sous la direction de Thévenot L., Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris.

Simone A. 2004. "People as Infrastructure: Intersecting Fragments in Johannesburg", *Public Culture*, Vol. 16, n° 3, p. 407-429

Tsing A., 2017. *Le champignon de la fin du monde. Sur les possibilités de vie dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte

Tsing A., Mathew A., Bubandt N., 2019. "Patchy Anthropocene: Landscape Structure, Multispecies History, and the Retooling of Anthropology", *Current Anthropology*, Vol. 60, Supplement 20, p. 186-197.